

Ce document est une publication en ligne convertie en format PDF par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale pour fin de conservation. Certains hyperliens externes contenus dans ce document peuvent être inactifs.

Conférence de presse de M. Eric Girard, ministre des Finances

Sujet : Portrait de la situation économique et financière 2020-2021

Le vendredi 19 juin 2020

(Dix heures trente et une minutes)

Le Modérateur : Bonjour à tous et à toutes. Bienvenue au dépôt du *Portrait de la situation économique et financière 2020-2021* par le ministre des Finances, M. Eric Girard. M. Girard est accompagné aujourd'hui du sous-ministre des finances, M. Pierre Côté.

M. Girard, la parole est à vous.

M. Girard (Groulx) : Alors, bonjour à tous. C'est un plaisir de vous présenter le *Portrait de la situation économique et financière 2020-2021*. L'objectif est de donner l'heure juste aux Québécois sur l'impact de la pandémie. Notre système de santé a été mis à rude épreuve, et j'aimerais personnellement souligner la contribution incroyable des travailleurs de la santé et de ma collègue la ministre de la Santé, la ministre responsable des Aînés et mon collègue Lionel Carmant.

Alors, le 11 mars, l'Organisation mondiale de la santé déclarait la pandémie. Le 13 mars, le Québec déclarait l'urgence sanitaire, et, le 25 mars, le gouvernement du Québec ordonnait l'interruption des activités économiques non essentielles. Alors donc, nous avons une pandémie qui a causé une récession mondiale. Nous prévoyons un PIB mondial de l'ordre de moins 3,5 % en 2020. Et cette récession mondiale a des répercussions importantes sur les finances publiques de tous les gouvernements.

Au Québec, le confinement pour réduire la propagation du virus a provoqué l'arrêt d'approximativement 40 % de l'économie pour huit semaines, la perte de 800 000 emplois et l'augmentation du taux de chômage à 17 % au mois d'avril. Et, bien sûr, avec le déconfinement, au mois de mai, création de 230 000 emplois, et nous sommes maintenant à un niveau de taux de chômage de 13,7 %, et les conditions devraient continuer à s'améliorer d'ici la fin de l'année, mais tous les emplois ne reviendront pas.

Au niveau des finances publiques, les revenus autonomes du Québec sont en baisse de 8 milliards \$, baisse de 6 %. Les dépenses pour faire face à la pandémie, les dépenses budgétaires, sont en hausse de 6,6 milliards \$, une augmentation des dépenses de portefeuille de plus de 11 %. Ce qui nous amène à un déficit, pour l'année 2020-2021, de 15 milliards \$, après contribution au Fonds des générations et en incluant une provision pour éventualité de 4 milliards \$. Donc, on pourrait dire que le déficit comptable serait de 15, moins la provision, moins la contribution au Fonds des générations. Et donc, un déficit comptable, au départ, de 8 milliards \$, une prévision d'un déficit, étant donné la provision pour éventualité et la contribution au Fonds des générations, de 15 milliards \$.

Le niveau de dette par rapport au PIB devrait atteindre 50 %, plus de 50 %, au 31 mars 2021. Je vous rappelle que nous étions à 43 % au 31 mars 2020 et que la moitié de l'augmentation, c'est le déficit de cette année, et la baisse du PIB nominal.

Le Québec a fait preuve de leadership dans la crise, nous avons répondu présents pour les Québécois et les entreprises. Il y avait urgence et nous étions soucieux d'efficience, que nos interventions soient précises, efficaces, et j'aimerais souligner la contribution de mon collègue, Christian Dubé, avec qui j'ai travaillé durant la crise, pour nous assurer que nos interventions soient précises et efficaces.

Nos interventions totales dans l'économie, 28 milliards \$ ou 6 % du PIB, et d'un point de vue budgétaire, plus précisément, 6,6 milliards \$. 3,7 milliards en Santé, dont près de 1 milliard pour les travailleurs, près de 2 milliards pour l'équipement supplémentaire. 1 milliard pour les particuliers et les travailleurs, 2 milliards pour les entreprises et l'annonce qui a été faite hier pour les sociétés de transport en commun.

Notre prévision économique pour 2020, un PIB réel de moins 6,5 %. Le PIB nominal, lui, nous prévoyons, sera en baisse de 4 %. L'effet est moins important sur le PIB nominal parce que je vous rappelle que le Québec est un importateur de pétrole, et donc bénéficie de la baisse du prix du pétrole, 40 %, depuis le début de l'année. Important aussi de souligner que l'inflation avoisinera 1 % cette année et 1 % l'an prochain.

On est donc dans une période, associée avec la récession, de très faible inflation. Il y a beaucoup d'incertitudes attachées à ces prévisions. Nous vous donnons le meilleur estimé qui est possible avec les 125 économistes du ministère, avec la consultation du secteur privé, avec l'étude de ce qui est disponible. On sait que, la semaine dernière, la Réserve fédérale américaine a prévu moins 6,5 % pour les États-Unis.

Et il y a de l'incertitude quant à la possibilité d'une deuxième vague, l'espoir d'un remède, d'un médicament, d'un vaccin, incertitude sur le volume des échanges commerciaux, l'état de santé, sanitaire de nos voisins, de nos partenaires commerciaux, incertitude au niveau des chaînes de production. Et donc nos prévisions sont attachées d'un degré d'incertitude qui est plus élevé qu'à l'ordinaire.

Nous nous donnons des objectifs ambitieux pour la suite. D'abord, économiquement, nous voulons retrouver, à la fin 2021, le niveau de production que nous avons en décembre 2019. Et ça, c'est important parce que le Québec venait de connaître trois années de forte croissance. Et 2019 était la première année où finalement nous enregistrons des gains de productivité importants, et la productivité est un élément clé pour le futur.

Nous visons également, à partir de 2022, un retour sur la croissance de long terme de 2 %. Je vous rappelle que, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, on se contentait de 1,3 % de croissance à long terme. Nous voulons tout mettre en oeuvre pour que la croissance à long terme du Québec soit de 2 %. Et ce 0,7 % là est extrêmement important pour pouvoir s'offrir les services dont la population veut. Et, bien sûr, nous voulons revenir à l'équilibre budgétaire sur un horizon de cinq ans. Nous voulons créer les conditions

sanitaires nécessaires au retour de la confiance. Cette confiance est nécessaire pour la consommation, l'investissement privé, les embauches. Le secteur privé, la consommation, les investissements... a besoin de conditions optimales, sanitaires, économiques, crédibles pour reprendre la consommation et l'investissement privé.

Et j'aimerais dire aux Québécois et aux entrepreneurs que nous serons là pour vous. Nous sommes prêts pour une deuxième vague. Comme vous le savez, nous entraînons présentement du personnel, nous avons des équipements, nous avons une réserve pour éventualité et nous avons l'expérience de la première vague.

Je résumerais tout ceci brièvement en anglais, une seule phrase. The world pandemic has caused a world recession. We expect minus 3.5% world growth this year. In Québec, 40% of the economy was stopped for eight weeks. As a consequence, we expect minus 6.5% real GDP, this year, and a deficit of \$15 billion which includes a reserve for contingencies of \$4 billion. And the \$15 billion deficit is after contributing to the Generations Fund.

Ça termine mon énoncé. Il me ferait plaisir de répondre à vos questions.

Le Modérateur : Merci, M. le ministre. Alors, c'est Geneviève Lajoie, du *Journal de Québec*, qui va amorcer la période des questions des journalistes.

Mme Lajoie (Geneviève) : Bonjour. Bonjour, messieurs. Est-ce que ces prévisions-là... Vous dites qu'il y a beaucoup d'incertitudes associées à ce que vous présentez aujourd'hui. Est-ce que ces prévisions-là, ce portrait-là prend en compte la possibilité qu'il y ait une deuxième vague à l'automne?

M. Girard (Groulx) : Ce qui est pris en compte, c'est le fait que des secteurs ont été affectés par la première vague et vont avoir des conséquences à plus long terme. Alors, bien qu'on ait confiné et déconfiné, dans la première vague, il y a des secteurs qui subissent des effets plus, je ne dirais pas permanents, mais certainement plus longs : le tourisme, le transport aérien, le commerce de détail. Et donc, explicitement, on ne tient pas compte d'une deuxième vague, mais on en est conscients dans nos prévisions.

Mme Lajoie (Geneviève) : O.K. Juste une petite précision. Vous utilisez le mot «historique» pour le déficit. La dernière fois, le déficit le plus haut avant celui-là, là, c'était quand?

M. Girard (Groulx) : Bien, en pourcentage du PIB, parce qu'évidemment la taille de l'économie du Québec est beaucoup plus élevée aujourd'hui qu'elle était, depuis la Deuxième Guerre, il y a au moins deux épisodes où, en taille du PIB, on a eu des déficits plus élevés. En dollar absolu, c'est le plus élevé.

Mme Lajoie (Geneviève) : Donc, c'était juste une petite question. J'aimerais savoir, est-ce que vous êtes capable de voir l'argent qui n'a pas été dépensé en santé, par exemple, pour les salaires des médecins ou des chirurgies qui n'ont pas été faites?

M. Girard (Groulx) : Oui. Bien, en fait, pour l'ensemble de l'économie, le gouvernement, on a des hypothèses quant à l'argent qui n'a pas été dépensé et le rattrapage qui sera fait dans les mois à venir. Alors, oui, ces activités qui n'ont pas été réalisées sont tenues en compte.

Mme Lajoie (Geneviève) : Spécifiquement sur le salaire des médecins, est-ce que vous avez une idée, un portrait de ce qui a été économisé là-dessus?

M. Girard (Groulx) : Non, je n'ai pas... je ne peux pas vous donner ça, là, par élément.

Le Modérateur : Tommy Chouinard, *La Presse*.

M. Chouinard (Tommy) : Oui, bonjour, M. le ministre. D'abord, je reviens sur une chose. Dans votre déficit de 15 milliards, il y a une provision de 4 milliards de dollars qui est prévue, je pense, pour essentiellement la deuxième vague, là.

M. Girard (Groulx) : Ou des mesures de développement économique. À la mise à jour, généralement il y a des initiatives gouvernementales.

M. Chouinard (Tommy) : O.K. Dois-je comprendre que ces 4 milliards là vont se traduire par des dépenses récurrentes? Est-ce que vous saisissez ce que je veux dire? C'est-à-dire qu'il y a une part des dépenses que vous avez faites dans le cadre de la pandémie qui ne sont pas des dépenses récurrentes? C'est en quelque sorte...

M. Girard (Groulx) : Bien, en fait, c'est un point important. Une des raisons pourquoi il sera possible de revenir à l'équilibre budgétaire sur l'horizon cinq ans, c'est que la baisse des revenus est temporaire et que la majorité de la hausse des dépenses est discrétionnaire. Oui, une baisse de taxe scolaire, c'est permanent, oui, si on embauche 10 000 préposés aux bénéficiaires de plus, il y a un effet permanent, mais la majorité du 6,6 milliards de dollars est non récurrente.

M. Chouinard (Tommy) : O.K. Maintenant, vous dites : Pour revenir à l'équilibre budgétaire, on n'augmentera pas, donc, le fardeau fiscal, la charge... le fardeau général, là, des contribuables, et il n'y aura pas de coup de frein important aux dépenses. J'aimerais comprendre exactement comment on va faire pour arriver sans toucher à ces deux éléments-là.

M. Girard (Groulx) : O.K. D'abord, il y a plusieurs éléments à cette réponse-là. Et vous noterez qu'aujourd'hui c'est un portrait de l'année 2020-2021, et on fait un effort important de transparence pour les Québécois sur les coûts de la pandémie. On fait un effort aussi de donner une

précision du PIB réel du Québec en 2020, ce qui n'a pas été fait encore par la Banque du Canada et le gouvernement fédéral.

Il y a plusieurs éléments de réponse à votre question qui est : Comment allons-nous revenir à l'équilibre budgétaire sur l'horizon cinq ans? Alors, le premier point, c'est que la baisse de revenus est temporaire et que la hausse de dépenses est discrétionnaire, et donc non récurrente.

Le deuxième point, c'est que notre position de départ était enviable. Comme vous le savez, au cours des cinq dernières années, on a engendré des surplus, et donc tout retour vers la normale devrait nous aider à développer une marge de manoeuvre.

Ensuite, c'est certain que la croissance économique, c'est important. La différence entre 2 % de croissance à long terme et 1,3 %, si vous prenez ça sur un horizon de 25 ans, là, c'est plus de 16 % de différence sur la richesse qui est créée. La croissance économique, c'est extrêmement important.

Et puis ensuite c'est certain que, je pense, toutes les familles, tous les entrepreneurs, toutes les entreprises savent que les dépenses devront être fonction des revenus, c'est-à-dire, dans la mesure où on peut générer une bonne source de croissance des revenus, ça permettra d'avoir une croissance des dépenses qui est cohérente avec ça, légèrement inférieure.

M. Chouinard (Tommy) : Peut-être un dernier élément. Est-ce que des promesses électorales de la Coalition avenir Québec seront remises en question en raison du contexte financier actuel?

M. Girard (Groulx) : Bien, la bonne nouvelle, c'est que la plupart des promesses électorales sont déjà réalisées après deux ans au pouvoir. Si je prends celle qui me concerne particulièrement, remettre de l'argent aux contribuables, nous avons remis plus de 2 milliards par année aux contribuables avec 800 millions dans l'allocation famille, 700 millions dans la taxe scolaire et un autre 500 millions qui inclut les stationnements d'hôpitaux, les crédits d'impôt aux travailleurs d'expérience, le nouveau crédit d'impôt aux aînés. Tout ça, c'est plus de 2 milliards de dollars qui ont été remis aux contribuables.

On a mis plus de 400 millions par année dans les soins à domicile. Bien sûr, il faudra en faire plus, mais on s'était engagés à bonifier le crédit d'impôt aux proches aidants, ça a été fait au dernier budget.

Également, tout l'aspect de la compétitivité et de la productivité des entreprises, ce qui est extrêmement important pour le Québec, la réforme d'Investissement Québec est faite, l'amortissement accéléré qui a été fait six semaines après l'arrivée au pouvoir...

M. Chouinard (Tommy) : Mais, si on résume, vous n'êtes pas dans un exercice où vous départagez... on a fait un certain nombre de promesses qu'il faudra peut-être mettre de côté, finalement.

M. Girard (Groulx) : Non.

Le Modérateur : Alain Laforest, TVA Nouvelles.

M. Laforest (Alain) : M. le ministre, M. le sous-ministre. Lorsque vous êtes arrivés au pouvoir, pour reprendre l'expression de Bernard Landry, vous étiez dans les vallées verdoyantes. Comment vous qualifiez votre déficit actuellement?

M. Girard (Groulx) : Bien, c'est certain que la pandémie engendre une récession mondiale d'une force inégalée depuis la Deuxième Guerre mondiale. Alors, on vit une récession mondiale d'une importance très significative, et les récessions sont des périodes difficiles pour tous, pour les individus, les familles, les entrepreneurs, et il y a un impact sur les finances publiques.

Je pense que c'était extrêmement important que le Québec réponde présent, aide ses citoyens, aide ses entreprises, alors, c'est ce que nous avons fait. Bien sûr, tout ça est fait en collaboration avec le gouvernement fédéral. Le gouvernement fédéral a fait deux mesures importantes. La Prestation canadienne d'urgence et la Subvention salariale d'urgence du Canada sont les deux mesures, une pour les entreprises, une pour les individus.

Nous, comme vous le savez, la Santé, c'est une responsabilité du Québec et nous avons — et là, je cherche ma... — 3,7 milliards de dépenses supplémentaires en Santé.

M. Laforest (Alain) : Vous dites : Ça a été difficile pour les Québécois, c'est difficile pour le gouvernement. C'est une photographie du 9 juin que vous nous donnez aujourd'hui. Quelle est la garantie que vous pouvez donner aux Québécois que, d'ici le retour à l'équilibre budgétaire, il n'y aura pas de hausse de taxes et d'impôts?

M. Girard (Groulx) : Bien, la garantie, c'est que c'est un engagement de notre gouvernement. D'abord, je pense que, plus important que les paroles, c'est les gestes. Nous avons retourné aux contribuables 2 milliards par année depuis notre élection. Les deux promesses majeures : L'Allocation famille, la taxe scolaire sont déjà réalisées...

M. Laforest (Alain) : Les actes du passé, on les connaît. Moi, je vous parle du futur, là. Quel est... Est-ce que vous nous garantisiez aujourd'hui qu'il n'y aura pas de hausse de taxes et d'impôts dans les prochaines années?

M. Girard (Groulx) : Oui. Ce n'est pas dans l'orientation... La taxe de vente, l'impôt des particuliers, l'impôt des corporations n'augmenteront pas. Les Québécois sont déjà suffisamment taxés. Vous regardez les comparaisons interprovinciales, la compétitivité du Québec, la compétitivité de la fiscalité des entreprises versus l'Ontario, les taxes sur les masses salariales sont élevées au Québec. Nous sommes dans un espace de plus de 500 millions d'habitants, un espace commercial avec les États-Unis, le Mexique, l'Ontario, et il n'est pas question d'augmenter la fiscalité des entreprises.

M. Laforest (Alain) : Une petite dernière. Advenant une deuxième vague, qui est fort probable, est-ce que vous êtes capables de fonctionner au même niveau d'arrêt? C'est-à-dire 40 % de l'économie qui se met sur pause, avec des pertes d'emplois gargantuesques, et d'être capables de fournir financièrement pour soutenir l'économie québécoise?

M. Girard (Groulx) : Bien, d'abord, je pense qu'on a les enseignements de la première vague. C'est très important. Nous avons des équipements pour le reste de l'année. Nous entraînons actuellement du personnel pour pallier au manque de main-d'oeuvre. Nous avons une capacité de tests plus élevée, nous avons les tests jusqu'à la fin de l'année. On a l'expérience de ce qui s'est passé. Et, quant à savoir, sous l'effet d'une deuxième vague, quelles seront les mesures de confinement, d'arrêt, ça, je ferai comme vous, je m'en remettrai à la Santé publique. Mais je pense qu'on a définitivement une meilleure préparation pour la deuxième vague, et c'est normal.

M. Laforest (Alain) : Moi, je ne parle pas de préparation, je parle de finances. Avez-vous les... Est-ce que le Québec a les reins assez solides pour vivre la même situation?

M. Girard (Groulx) : Le Québec a les reins extrêmement solides. Nous avons prévu un programme de financement cette année de l'ordre de 14 milliards de dollars. Et, avec un déficit de 15 milliards, le programme de financement sera supérieur à 30 milliards de dollars. Et le Québec, parce qu'il a un plan d'équilibre budgétaire crédible, parce qu'il a un historique, parce que ça fait 15 ans que les Québécois font des efforts pour contrôler leur dette, nous sommes passés de la province la plus endettée à, approximativement, la septième province, puis on verra comment tous les poids relatifs de chacun bougent suite à la crise. Mais le Québec est apprécié sur les marchés financiers parce qu'il a une gestion rigoureuse de ses finances publiques. On a un programme de financement et qui est prévisible, apprécié des investisseurs. On a de la diversification. Alors, on a définitivement la capacité de faire face à une deuxième vague.

Le Modérateur : Robert Dutrisac, *Le Devoir*.

M. Dutrisac (Robert) : Bonjour, M. Girard. Bonjour. Vous avez dit qu'un certain nombre d'emplois, puis on le comprend, là, dans certains secteurs, ne reviendront pas. Vous prévoyez cependant qu'en décembre 2021 on devrait se retrouver avec un PIB égal à ce qu'on avait avant. Le taux de chômage, lui, il va être à quoi, là?

M. Girard (Groulx) : Permettez-moi de vous donner le chiffre exact de notre prévision, là. Le taux de chômage : 9,5 % à la fin de cette année et 7,6 % à la fin de 2021. Ce qui se passe, là, c'est que les secteurs qui sont les plus affectés par la pandémie sont des facteurs qui sont intensifs en main-d'oeuvre. Alors, lorsqu'on parle de commerce de détail, tourisme, restauration,

aviation, on parle d'approximativement 18 % du PIB, mais 25 % des emplois. Et, puisque ces secteurs-là sont affectés sur une plus longue période, c'est pour ça que le taux de chômage est plus lent à revenir où il était, beaucoup plus lent que la production.

M. Dutrisac (Robert) : Donc, vous vous attendez, dans d'autres secteurs, à une performance qui soit supérieure à celle qui était auparavant?

M. Girard (Groulx) : Bien, il va y avoir un rebond, si vous permettez, c'est indéniable. Déjà, par nature, le déconfinement... Le mois de mai a été positif. On le voit. On l'observe. Il y a probablement des chiffres positifs en juin aussi. Tranquillement, les chiffres devraient s'améliorer. Mais on va être... À la fin de l'année, on va avoir eu moins 6,5 % pour l'année, et puis le taux de chômage va avoir approximativement doublé. On était à 5 % à la fin de l'année passée. On a touché 4,5 % en février, mais disons 5 % pour fins de référence.

M. Dutrisac (Robert) : Vous avez parlé des dépenses en santé, 3,7 milliards de plus. Premièrement, là, il y a un certain nombre de ces dépenses-là qui vont probablement être pérennes, là, qui vont quand même se répercuter dans les années suivantes, d'une part. Puis, d'autre part, est-ce que, dans le cadre du retour à l'équilibre budgétaire puis compte tenu des dépenses en santé qui ont peut-être accru, on va vouloir dépenser davantage peut-être, vous vous attendez à un transfert, justement, que le transfert fédéral en matière de santé soit relevé? Est-ce que vous avez besoin de ça pour le retour à l'équilibre budgétaire?

M. Girard (Groulx) : Bien, je vais prendre les deux côtés de votre question.

Il y a, d'une part, toutes les primes, le 800 millions et plus de primes d'incitatifs au travail durant la COVID. Vous avez raison que certaines de ces primes-là vont devenir permanentes, potentiellement, dans le cadre de la négociation avec le secteur public. Et ça, je laisse ça à mon collègue Christian Dubé. Mais c'est certain qu'on s'est engagés à augmenter la rémunération des préposés aux bénéficiaires, par exemple. Et, oui, durant la crise, les préposés aux bénéficiaires ont été augmentés. Et il y a un encadré sur la négociation dans le secteur public. Les offres sont là. Le Québec a présentement la capacité de supporter ces offres-là.

Alors, pour ce qui est des tests et des équipements, on en a suffisamment jusqu'à la fin de l'année. Je nous souhaite tous qu'on n'ait pas ce niveau de tests et d'équipements à chaque année pour les cinq prochaines années. Éventuellement, remèdes, vaccins, ça ne devrait pas être permanent. Mais il faudra avoir une réserve puis une capacité de production d'avance.

Pour le transfert canadien en santé, il y a deux choses. D'une part, le gouvernement fédéral s'est engagé à un transfert fédéral, cette année, de 14 milliards pour aider à la relance, et puis il y a une partie santé, il y a une partie municipalité là-dedans.

M. Dutrisac (Robert) : ...que l'essentiel s'en va à l'achat de tests, à la création d'une banque d'équipements. Le 11 milliards, là, que vous...

M. Girard (Groulx) : Oui, mais dans la mesure où on a déjà ces équipements-là, là... La négociation n'est pas commencée. Tout ce qu'on a eu, c'est l'annonce du premier ministre.

M. Dutrisac (Robert) : Vous prévoyez un accroissement de 4 milliards, là, quand même, en transferts.

M. Girard (Groulx) : Bien, il y a 1 milliard qui est déjà...

M. Dutrisac (Robert) : Donc, c'est 3 milliards.

M. Girard (Groulx) : ...signé en vertu des ententes sur les travailleurs essentiels, et etc. Et puis moi, j'ai pris acte de l'annonce du premier ministre, le 5 juin, qu'il y aurait un transfert de 14 milliards.

Pour ce qui est de la demande historique du Québec, c'est-à-dire une augmentation permanente du transfert canadien en santé, en fait, ce qu'on voudrait, c'est que le gouvernement fédéral revienne au moins à 25 % des coûts de santé. Et ça représenterait, pour le Québec... c'est de l'ordre de 1,5 milliard, de façon permanente.

Alors, c'est une demande historique du Québec, et quand même, les ministres des Finances, on se parle beaucoup, durant la crise, excellente collaboration. M. Morneau est disponible. On a des appels à chaque... maintenant, on est rendus aux deux semaines. Il y a plusieurs provinces qui demandent une augmentation du transfert canadien en santé, là. En fait, c'est une demande du Conseil de la fédération ou de toutes les provinces.

M. Dutrisac (Robert) : Le 3 milliards, juste pour finir, là, le 3 milliards que vous attendez du 14 milliards, là, ça me semble assez élevé, là. Ce n'est pas attaché tout ça, là. C'est assez élevé parce que...

M. Girard (Groulx) : Non, mais, écoutez, moi, je... aujourd'hui, c'est un effort de reddition de comptes. Je vous donne toute l'information que moi, j'ai. Le gouvernement fédéral a annoncé, le 5 juin, qu'il y aurait 14 milliards pour la relance. On a pris le minimum, c'est-à-dire notre part démographique. On a enlevé la part qui concerne les congés payés, et le reste, qui est pour la santé et les municipalités, bien là, les négociations commencent. Et ça commence comme ça commence souvent, c'est-à-dire que le fédéral veut cibler les dépenses, et les provinces disent, avec raison, que la santé est une responsabilité des provinces, et donc nous demandons un transfert inconditionnel.

Le Modérateur : Merci. Jonathan Bernard, Cogeco.

M. Bernard (Jonathan) : Bonjour à vous. Quand vous avez été nommé ministre des Finances, est-ce que c'est pas mal le pire scénario que vous auriez pu prévoir?

M. Girard (Groulx) : Je vous dirais que moi, professionnellement, je suis entraîné pour gérer des crises. C'est ma cinquième récession. Les récessions sont difficiles. Les gens perdent leur emploi, il y a des entreprises qui ferment. L'emploi, c'est plus que le revenu, il y a aussi tout le... je ne sais pas si «prestige», c'est le bon mot, mais tout le statut associé à travailler. Chaque récession a ses particularités. Et, lorsqu'on est dans la récession, au centre, ça a toujours l'air extrêmement difficile. Et à mesure qu'on va sortir... Puis là c'est commencé, on ne sait pas qu'est-ce qui est devant nous à l'automne, mais déjà on peut dire qu'en juin ça va mieux qu'en mai et en mai ça va mieux qu'en avril. Et moi, j'essaie de poser les bons gestes pour le Québec, l'intérêt supérieur du Québec. Je suis parmi ceux qui... fiduciaires des finances publiques des Québécois. Et puis il faut aider dans l'urgence, mais il faut aussi garder un oeil sur l'équité intergénérationnelle.

M. Bernard (Jonathan) : Et je veux revenir sur la question des équipements de protection. À ce que j'en comprends, vous avez une réserve jusqu'à la fin de l'année, il est budgété 2,3 milliards en dépense au total. Est-ce que c'est de l'argent qui a déjà été dépensé, ce 2,3 milliards là, ou il va y avoir une portion encore à dépenser pour s'équiper pour un peu plus longtemps, là? Parce que les prix étaient très élevés au début. Avez-vous noté une baisse des prix?

M. Girard (Groulx) : Écoutez, je vais être totalement transparent avec vous, je n'ai pas suivi l'évolution des prix des équipements en détail. Chacun ses rôles et responsabilités, et le ministère de la Santé est très impliqué dans les achats. Mais je peux vous dire que nous avons les équipements pour l'année, donc potentiellement pour faire face à une deuxième vague, en quantité suffisante. Nous avons la capacité de faire jusqu'à, approximativement, 20 000 tests pour le reste de... par jour pour le reste de l'année. On a suffisamment de tests. Est-ce qu'on a des tests pour une troisième vague au printemps l'an prochain? Pas à ce stade-ci. Mais on est prêts, nous sommes prêts s'il y a une deuxième vague. On a de l'équipement, on aura plus de personnel, on a une provision, on a des tests. Est-ce qu'on peut avoir plus de tests? Oui. Est-ce qu'on peut avoir plus d'équipement? Potentiellement.

Et aujourd'hui le Québec est responsable du secteur de la santé. Il y a une pandémie, et nous disons aux Québécois combien ça a coûté, 3,7 milliards. Merci.

Le Modérateur : Patrice Bergeron, *La Presse canadienne*.

M. Bergeron (Patrice) : Bonjour, messieurs. M. Girard, je vous écoutais tout à l'heure, donc, sur le portrait financier puis sur les relations avec le

fédéral puis le transfert en santé. Est-ce qu'on peut dire maintenant qu'il y a un retour de la notion de déséquilibre fiscal entre les provinces et le fédéral?

M. Girard (Groulx) : J'avoue que j'avais préparé plusieurs questions, mais pas celle-là.

M. Bergeron (Patrice) : Tant mieux.

M. Girard (Groulx) : Vraiment, là, vous... Bien, écoutez, la situation est extrêmement fluide. La Saskatchewan vient de déposer un budget. La Saskatchewan est un exportateur de pétrole et eux ont une situation inverse de la nôtre, c'est-à-dire que le PIB nominal chute beaucoup plus que le PIB réel, O.K.? Et alors donc, les provinces riches, l'Alberta, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique qui était déjà numéro un et semble s'en tirer très bien, bien qu'elle est dépendante des échanges commerciaux, énormément, avec la Chine... Mais qu'est-ce qui va se passer, c'est que, là, tout bouge, et on va... lorsque tout le monde... Je vous dirais qu'à l'automne, mettons, au mois de décembre, lorsque tout le monde aura déposé une mise à jour, fait état de sa situation, on pourra voir où nous sommes, l'ensemble des provinces et le Canada.

Alors, sans cette information-là, c'est difficile pour moi de vous dire, là, la position relative de chacun. Je suis très concentré sur ce qui se passe au Québec. Nos citoyens, nos entreprises ont besoin d'aide. On est là. D'un côté, je garde l'oeil sur l'équité intergénérationnelle, les efforts qui ont été faits, on ne veut pas augmenter le fardeau fiscal. Notre position relative par rapport aux autres provinces, il va falloir attendre. Et, vous savez, j'ai dit que le pétrole avait baissé de 40 % approximativement depuis le début de l'année, mais je pense qu'il a augmenté — et puis, là, c'est toute la beauté des pourcentages — je pense qu'il a augmenté de plus que 50 % dans les dernières six semaines.

Alors, c'est très difficile de savoir où nous allons tous être au mois de décembre cette année.

M. Bergeron (Patrice) : Parce que, là, on voit que les dépenses en santé augmentent de façon astronomique, mais que la capacité fiscale des provinces, que ce soit le Québec et d'autres, n'augmente pas tant que ça par rapport à celle du fédéral. Alors, c'est pour ça que je me dis, il n'y a pas un écart qui n'est pas en train de s'accroître actuellement?

M. Girard (Groulx) : Bien, écoutez, vraiment, ce n'est pas à moi de commenter sur la capacité fiscale du fédéral. Je pense qu'ils ont indiqué qu'ils feraient une mise à jour le 8 juillet. C'est bien le 8? Alors, je vais les laisser nous dire qu'est-ce qui en est de leur capacité fiscale et combien ça a coûté tout cela. C'est certain que la santé, qui est le poste... Le poste budgétaire no 1 du Québec, c'est la santé, le deuxième, c'est l'éducation, puis le troisième, c'est le service de la dette. Alors, dans la mesure où la contribution du fédéral à la santé est inférieure à ce qu'elle était, c'est un désavantage.

M. Bergeron (Patrice) : Et vous aviez dit, si je me rappelle bien, en début de pandémie, que ce qui était important, surtout, c'était de préserver, bon, ce qu'on dit en anglais, «fondamentaux», les éléments fondamentaux de l'économie québécoise, qu'ils ne soient pas affectés par cette crise-là. Est-ce qu'ils ont été affectés, finalement, vous diriez, M. Girard?

M. Girard (Groulx) : Bien, je pense que ce qu'on voit cette année, c'est que l'investissement des entreprises et la consommation, donc le secteur privé, est extrêmement affecté, O.K.? Je pense qu'on a une chute de la consommation de 8 % puis une chute des investissements privés de 15 %. Alors, il est essentiel que nos entreprises reprennent leur dynamisme. Et le gouvernement a un rôle à jouer durant la... Cette année, c'est une année difficile au niveau de la demande privée. Le gouvernement, qui est, en temps normal, 20 % de l'économie, doit se substituer à la demande privée. D'où l'importance des travaux d'infrastructure et de faire travailler les gens.

Et un rôle qui est sous-estimé, c'est l'importance de créer les conditions sanitaires qui permettent aux gens d'avoir confiance pour consommer et investir. Une des raisons pourquoi c'est important de dire que les taxes, l'impôt des corporations, l'impôt des particuliers et la taxe de vente n'augmenteront pas, c'est que les entreprises ont besoin de prévisibilité pour faire leurs investissements. Ils ont besoin de savoir que, lorsqu'ils calculent de taux de rendement interne sur un projet d'investissement... Ils calculent ce taux effectif après impôt. Ils ont besoin de prévisibilité. Et donc, notre part, c'est de créer des conditions sanitaires optimales, se substituer à la demande privée pendant qu'elle est moindre et pallier à cette baisse de demande jusqu'à tant que la consommation et l'investissement reviennent. Et ça viendra.

M. Bergeron (Patrice) : Une petite dernière si vous permettez. Est-ce qu'à terme, avec le portrait que vous avez présenté, là, il est à prévoir qu'éventuellement la cote de crédit du Québec pourrait être affectée?

M. Girard (Groulx) : Non. La cote du... Il n'y a aucune agence de crédit qui nous met avec un... C'est quoi, le terme français pour «outlook»? Horizon?

Une voix : Perspective.

M. Girard (Groulx) : Perspective, merci. Aucune agence de crédit ne nous donne une perspective négative. Donc, dit plus positivement, nous avons une perspective stable avec toutes les agences de crédit, de notation. Le Québec est un crédit AA. Seule DBRS nous cotait inférieurs à AA, et ça a été rectifié dans la dernière année. On leur a présenté le travail que nous faisons. Alors, je pense que les agences de notation, ce qu'elles veulent, c'est un cadre financier crédible, prévisible. Et, dans notre cas, on a une Loi sur l'équilibre budgétaire qui dit que, lorsqu'on fait un déficit, on doit revenir à l'équilibre budgétaire d'ici cinq ans, et nous avons l'intention de respecter cette loi.

Le Modérateur : Hugo Lavallée, Radio-Canada.

M. Lavallée (Hugo) : Oui, bonjour. J'aimerais revenir à quelques éléments qui ont été abordés précédemment. D'abord, concernant la provision de 4 milliards de dollars, pourquoi ce chiffre-là, 4 milliards de dollars? Et, dans votre esprit, est-ce que vous tenez pour acquis que c'est de l'argent qu'on va devoir forcément dépenser d'ici la fin de l'année ou c'est seulement en cas de deuxième vague? Est-ce que ça pourrait même être insuffisant? Donc, pourquoi ce chiffre-là et quelles sont les probabilités qu'on en ait vraiment besoin?

M. Girard (Groulx) : Bien, d'abord, c'est important d'avoir une provision à ce stade-ci. Il y a énormément d'incertitude. Et, en temps normal, sous des conditions ordinaires, lorsqu'on a cinq années consécutives de surplus, c'est moins important d'avoir des provisions. Là, on vit une récession mondiale, la plus importante depuis la Deuxième Guerre mondiale. Donc, provision.

Comment nous sommes arrivés à ce chiffre de 4 milliards de dollars? Bien, on a regardé combien nous avons dépensé en tout durant la première vague. Et je vais juste retourner à ma décimale, alors 6,6 milliards de dépenses. On a soustrait tout ce qu'on a dépensé en équipement parce qu'on a déjà suffisamment d'équipement pour la deuxième vague. Alors, essentiellement, 6 milliards moins 2 milliards, provision de 4 milliards. Mais je ne veux pas laisser croire qu'il y a un modèle économétrique multivarié en arrière de ce chiffre-là. 4 milliards, c'est un estimé du coût potentiel de la deuxième vague et des mesures de développement économique nécessaires pour aider le Québec à revenir à la normale.

Alors, dépendamment des conditions... S'il y a une crise sanitaire, il y aura plus de Santé. S'il y a moins de conditions... s'il y a moins de dépenses associées à la santé, il pourrait y avoir plus de dépenses associées au développement économique.

M. Lavallée (Hugo) : Donc, vous y êtes allé un peu au pif, là, si je comprends bien, pour le 4 milliards.

M. Girard (Groulx) : Bien, au pif, je vous dirais, c'est un estimé éclairé. C'est votre mot et ce n'est pas le mien, là.

M. Lavallée (Hugo) : D'accord. Concernant le retour à l'équilibre budgétaire, vous aviez évoqué précédemment un horizon de trois à cinq ans. Là, aujourd'hui, vous nous parlez davantage de cinq ans. Or, en même temps, vous évoquez le fait qu'il s'agisse de la pire récession depuis la Deuxième Guerre mondiale. Puis, quand on regarde la dernière récession, donc, qui était moindre, si je comprends bien ce que vous nous dites, ça a pris quand même sept ans, là, avant de retrouver l'équilibre budgétaire.

Donc, comment, dans ce contexte-ci, vous pouvez croire que ça va prendre cinq ans, alors que la récession est plus forte que la dernière et que, la dernière fois, ça a pris sept ans?

M. Girard (Groulx) : Bien, d'abord, c'est la position de départ. Le Québec vient de connaître trois années de croissance exceptionnelle, était au plein emploi. Nous étions au plein emploi. Nous étions presque en surchauffe immobilière et nous venions d'engendrer cinq ans de surplus. Alors, la position de départ est nettement supérieure à ce qu'elle était la dernière fois. La dernière fois, nous étions probablement... il faudrait que je vérifie, mais nous étions déjà probablement la province la plus endettée, et on a ajouté de la dette là-dessus.

C'est important de... et j'entendais certains groupes d'intérêts dire que le retour à l'équilibre budgétaire, ce n'était pas important. Moi, je suis là pour l'intérêt de tous les Québécois, et le retour à l'équilibre budgétaire, c'est important d'un point de vue d'équité intergénérationnelle. Et l'autre chose aussi qu'il faut faire attention, c'est qu'en période d'inflation faible comme nous envisageons, ce n'est pas une bonne idée d'accumuler beaucoup de dettes, parce que, vous le savez, c'est la dette par rapport au PIB, mais on parle du PIB nominal. Or, si l'inflation est faible, la croissance du PIB nominal va être faible.

M. Lavallée (Hugo) : Et, en terminant, une dernière précision concernant la récurrence ou la non-récurrence des dépenses additionnelles engendrées par la COVID en santé. Pour être certain de bien comprendre, là, l'embauche de 10 000 préposés, ça, ça va être une dépense récurrente, donc ça va revenir chaque année. Les primes, je comprends qu'elles vont être aussi récurrentes ou, en tout cas, d'une façon ou d'une autre, il y aura des dépenses salariales additionnelles, mais ça, je comprends que c'est déjà inclus dans les paramètres de votre proposition salariale aux syndicats. C'est bien ce que vous nous avez dit?

M. Girard (Groulx) : Je vous laisse finir votre question, je vais essayer de répondre à l'ensemble.

M. Lavallée (Hugo) : D'accord. Et, outre ces deux éléments-là, est-ce qu'il y a autre chose de récurrent, d'autres éléments de dépenses qui risquent d'être...

M. Girard (Groulx) : La baisse de taxe scolaire, la hausse des dépenses d'infrastructures.

M. Lavallée (Hugo) : La hausse de dépenses d'infrastructures également va être récurrente?

M. Girard (Groulx) : Bien, c'est-à-dire que, si on fait, par exemple, 5 milliards de... bien — en fait, c'est 3 milliards, le chiffre — 3 milliards de plus de dépenses d'infrastructures, c'est financé sur 20 ans, remboursement de capital et intérêts. Donc, la dépense est récurrente, là. Les infrastructures, ce n'est pas... il y a un effort qui est associé à ça, ça doit être financé.

Et pour ce qui est des primes, et tout ça, il y a une négociation avec le secteur public, et les primes qui ont été données pour faire face à la COVID étaient temporaires. Bien sûr, notre gouvernement s'est engagé à vouloir bonifier la rémunération de certains corps de métier. Et tout ça est en négociation, présentement, puis je laisse les principaux responsables négocier.

M. Lavallée (Hugo) : O.K. Mais donc ce sont ces quatre éléments-là, les préposés, les salaires, les infrastructures, la taxe scolaire, c'est ce qu'il y a de récurrent?

M. Girard (Groulx) : C'est ce qu'il y a de récurrent, essentiellement. Les préposés, je suis partiellement d'accord avec votre interprétation, c'est-à-dire qu'il y a une offre globale qui comprend effectivement des tables sectorielles, etc.

Le Modérateur : Nous allons maintenant passer aux questions en anglais, avec Philip Authier, *The Gazette*.

M. Authier (Philip) : Good day. It's still morning. Good morning. I was wanting to ask you how do you feel today. Historic deficit, largest deficit in Québec history. Does that... something you wanted to happen under your watch?

M. Girard (Groulx) : I wanted to be responsible for the public finances of Québec. It's a stewardship role. I need to take care of the fiscal situation of Québec and I'm going to do the best I can, given the circumstances, to improve the situation. Really, if I can use one word, and it's really an English word : «stewardship». And so I'm proud to be responsible. It's a difficult period, but we have an excellent team at the Ministry of Finance, an excellent team at the Treasury Board. We have a financing group that was up to the task. We had to increase our financing program very quickly this year. They did a fantastic job, as they always do, but not in the public eye. So we have work to do. I personally wanted responsibilities related to public finance and I'm privileged that our Premier has given me these responsibilities.

M. Authier (Philip) : Can you elaborate on... You have said a number of times, and again today in the economic update, that you believe you can put Québec back on track and balance the books within five years without austerity measures and without increasing taxes. Could you explain, elaborate on how you're going to do that?

M. Girard (Groulx) : Yes. Most of the shortfall in revenues that we are witnessing in 2020-2021 is temporary. Most of the increases in expenses are discretionary, nonrecurring expenses. So that's very important.

Second, our starting point was from a situation of surpluses. For example, 2019-2020, \$3 billion surpluses. So in a steady state... That was \$3 billion after contributing \$3 billion to the Generations Fund. So, in the steady state prior to

the crisis, we were generating more revenues than expenses. We are doing everything that we can to increase the potential growth of Québec in the long-term, from what it was estimated, at 1.3%, to 2%, with productivity increase, investment in human capital, education, training. Very important to take care of what I call human capital.

And so the fact that the situation is temporary, the fact that our starting point was strong, the fact that we are a Government that is dedicated to improve the economy will allow us to show a path towards equilibrium over five years that will be respectful of what our very important expenses in health care, education, climate change... All these budgetary items are very important, and we want to make sure that we will continue dedicating resources to these budget items.

Le Modérateur : Cathy Senay, CBC.

Mme Senay (Cathy) : M. Girard, I remember, like, talking to you back in January about the COVID-19 situation, and we were talking about China and the impact on the global economy. It was far away from Québec. With all your experience with recessions, what do you say to yourself when the feeling of guilt comes to you to not have seen it coming then?

M. Girard (Groulx) : I'm really focused on the task that we are facing now. There is nothing I can do about what has happened already. I was witnessing, just like many other economists, that 25% of the world economy was impacted in January, China. And then, in February, like everybody else, I witnessed that the epidemic moved to Europe slowly, but seemed to be contained in some countries and not general. And just like the World Health Organization, at that point, we did not think that it was going to spread to North America.

So the budget that we tabled on March 10th was an expansionary budget : 5% growth, fiscal incentives for business investments, lowering of school tax for citizens and an increase in infrastructure spending. So we already were committed to an expansionary budget, and that's very helpful in the current situation. The fact that we tabled a budget is very helpful because all the departments have their credits. They can do what they were supposed to do. The Government is not in a state where we only have health care expenditure and transfer to individuals. The budget was expansionary. There were good measures in the budget, in education and in all sorts of area. There was a budget for transformation of businesses, digitalization. All this is still relevant.

Mme Senay (Cathy) : I went to a food bank yesterday. There are thousands of people that now go to a food bank, and the number has not decreased. You give a snapshot today. You want Quebeckers... to be transparent, to see what's going on now. But what do you say to Quebeckers that are still stressed out? They don't know what's going to come next, and

there is the second wave coming. What do you tell them today? Do you want them to have hope?

M. Girard (Groulx) : Well, what we're saying is, first, we're going to be there for them. We're there for Quebeckers, we're there for our businesses and we are ready for a second wave. We have more equipment, we have more tests. We are hiring people. I expect the employment situation to keep improving between now and the end of the year. So, hopefully, some of these people can find a job again. And recessions are difficult, and what you are describing is exactly the face of a recession, and that's why we need to work really hard to bounce back really quickly.

Le Modérateur : Samuel Pouliot, CTV.

M. Pouliot (Samuel) : Hi. Mr. Girard, exactly, financially, how have you prepared for a second wave and what happen if there is one? Would you promise that you won't raise taxes even if there is one second wave?

M. Girard (Groulx) : Well, I think right now, everybody understands that the year 2020-2021 is a year that is difficult from a health care point of view, from a public health point of view, from an economic point of view and from a public finances point of view. Although \$15 billion is a very important deficit number, with respect to rating agencies, investors, a larger deficit would not make a difference. What's important is that once the crisis has past, we have a credible path toward recovery, that we have the right policies to promote long-term growth. We are helping businesses, and that's what's important.

What is the number in 2020-2021 is only a reflection of the crisis that we're facing. So, if the crisis were to worsen, public finances will worsen. If the second half would be better, if there is no second wave, our situation is going to be better. So, I'm giving you the best up to date forecast of the economy, of our financial situation. They are risks on both sides. There is risk of a second wave. There is the possibility that the bounce is higher or faster than we expected.

M. Pouliot (Samuel) : And will the debt affect all the promises that you made in the last election?

M. Girard (Groulx) : Can you...

M. Pouliot (Samuel) : The debt, will it affect all the promises that your Government made in the last election?

M. Girard (Groulx) : Well, thankfully, most of the promises are already realised. We gave back \$2 billion to Quebeckers with increasing family allowances, reduction in school taxes. Just recently, we announced the reduction... Minister McCann announced the reduction in parking rates. We increased the incentive pour experienced workers, workers that are 60 years

and older. All that is totaling \$2 billion per year. The reform of Investissement Québec to help our businesses transform is already done. There will be further announcements with respect to regional development. This is already in motion. Now, we need to keep executing «maisons des aînés». A lot of the challenges that remain are with respect to infrastructure.

Le Modérateur : La Tribune de la presse a reçu deux questions par courriel de la journaliste Raquel Fletcher. Je vous lis la première. With all the uncertainties surrounding COVID-19 and the possibility of a second wave, how can you predict that the economy will bounce back by the end of 2020-2021? Don't you think this is a bit imprudent to make such predictions?

M. Girard (Groulx) : I've been an economist for 25 years. All economic predictions are subject to uncertainties. We always include a random error to any statement that we do, or any equation. But this year is a year where we face a lot of uncertainty. But, at minus 6,5% real GDP growth for Québec, we are true to Quebeckers. We're telling them the truth. This is the best estimate that we can give you right now. And there are symmetric distributions around this estimate. It could be worse and it could be better. So it's true that there are possibilities that the situation is worse. There's also room for improvement.

Le Modérateur : Deuxième question. The Liberal opposition says they don't think you've done enough to help local businesses and they wanted more direct aid or grants. Can you tell us what the financial portrait would look like today if you had provided the type of direct aid they were calling for?

M. Girard (Groulx) : I had the opportunity to speak with Mr. Leitão many times during the crisis, and also with M. Marissal and M. Ouellet, and also many questions in the — do we say «the House», in the House?

Une voix : ...

M. Girard (Groulx) : OK, in the House. I wasn't sure if we use the same term in Québec. And they're asking for direct support.

Our approach was multidimensional, so, fiscal with a reduction in health care, tax for businesses, reduction of school tax. It was also liquidity with the loans to large businesses, to small businesses. There was direct subsidy... The direct subsidy that they keep referring to, we did for tourism, we did for culture, we did for retail with the commercial rent program. And we also did... there's another area.

I think, when I sum up everything that we did in terms of subsidy, we probably did half of what they're asking, directly, specifically. So, if we were to do what they're asking, it would be half a billion more. And we have room to do...

What's happening now is that we... the economy was interrupted, and now we are recovering by itself. Like, we are deconfining, and that's helpful.

And also we need people... we need to create the condition for people to feel confident to consume, and to invest, and to hire. We want people to feel secure, to take the subway in Rosemont, go downtown Montréal, go in a store, have a meal in a restaurant, come back home with the subway safely. The sanitary conditions are very important for people to feel secure, resume consuming. And so, comes the fall or maybe the end of the summer, we will know how was the deconfinement, we will know how our people... consuming, investing. And we have room, we have fiscal room to do more. We're thinking more economic development rather than central planning.

Le Modérateur : Avant de vous remercier, nous allons... je vais donner le droit de parole à Tommy pour une précision.

M. Chouinard (Tommy) : Oui, une précision, exactement. Si j'ai bien compris, vous visez... Le retour à l'équilibre budgétaire, ça va dans cinq ans, si je comprends. Vous dites, à la fois : On ne touchera pas taxes, impôts, tarifs. Même chose, si j'ai bien compris. En tout cas...

M. Girard (Groulx) : Bien, j'ai donné précisément les trois postes les plus importants, là : l'impôt des particuliers, l'impôt des corporations puis la taxe de vente.

M. Chouinard (Tommy) : On ne donnera pas de...

M. Girard (Groulx) : Les tarifs, généralement, ça augmente en fonction de l'inflation.

M. Chouinard (Tommy) : O.K. On ne donnera pas de coup de frein important aux dépenses. Puis là j'ai une question sur une petite chose qui est dite. Dois-je comprendre qu'on va s'arranger pour que les cibles de réduction de la dette soient reportées, de telle sorte qu'on diminue les versements qu'on doit faire année après année au Fonds des générations?

M. Girard (Groulx) : C'est deux questions séparées. O.K.? Parce que les contributions au Fonds des générations, par définition, réduisent la dette brute. O.K.? Alors, le Fonds des générations a été utile pour réduire la dette. Alors, nous allons continuer d'utiliser cet outil qui, à long terme, est bénéfique pour réduire la dette.

Les cibles de dette, lorsque nous allons donner, à l'automne, une mise à jour formelle... Aujourd'hui, c'est un portrait 2020-2021. À l'automne, mise à jour formelle, horizon cinq ans, retour à l'équilibre budgétaire. Avant d'arriver à l'équilibre budgétaire, accumulation de déficits, et c'est là qu'on va voir si c'est possible d'atteindre les cibles de dette que nous nous sommes collectivement données pour le 31 mars 2026. Si les cibles sont inatteignables, il faudra revoir la loi sur la gestion de la dette et le Fonds des générations, il faudra reconnaître que d'atteindre les cibles sera difficile. Mais, avant, il faut présenter un cadre financier cinq ans.

Mais on a deux lois. Loi sur l'équilibre budgétaire, indéniable, nous allons la respecter, nous allons revenir à l'équilibre budgétaire en cinq ans. Et officiellement, cette année, avec la réserve de stabilisation, pour l'instant, ce n'est pas l'année 1, c'est l'année 0, officiellement. Donc, la première année de déficit, selon la loi à l'équilibre budgétaire, serait l'an prochain. C'est une technicalité, mais ça donne un an de plus, O.K.? Non, mais je sais que vous connaissez vos chiffres, alors je vous le dis.

La loi sur la gestion de la dette et le Fonds des générations, ce qui est important là-dedans, c'est les cibles de dette. La cible de dette brute à 45 % en 2025-2026, bien là, on va être à 50 %, le 31 mars 2021, avec potentiellement quatre années de déficit devant nous. Ça va être serré.

Le Modérateur : M. le sous-ministre, M. le ministre, merci beaucoup. Merci à tous.

M. Girard (Groulx) : Merci énormément.

(Fin à 11 h 36)